

CONFIDENTIEL
DE PARIS WIAG0697 14MAR91
A EXTOTADA IMMED

REF VOTRETEL ADA0062 24MAR

3-1-15
510
511

ACTION ~~REG~~
SUITE A DONNER

RECEIVED - REÇU

MAR 14 1991

ADA

---AFFECTATION DU PERSONNEL HOMOSEKUEL

A:L HOMOSEKUALITE NE CONSTITUE PAS UN DELIT EN FRANCE, LA
LEGISLATION TENDANT A EVITER TOUTE DISCRIMINATION EST CIT
UNIVERSELLE FINCIT ET S APPLIQUE A TOUS.

B:L HOMOSEXUALITE MASCULINE OU FEMININE NE CONSTITUE PAS UN
EMPECHEMENT A QUELQUE ACTIVITE QUE CE SOIT, CEPENDANT IL FAUT
BIEN ETRE CONSCIENT QUE CERTAINES FONCTIONS SONT PLUS EXPOSES
QUE D AUTRES ET QUE LA PRUDENCE S IMPOSE. IL EST EVIDENT QUE LE
COMPORTEMENT DES INTERESSES(EES) IMPORTE AU MOINS AUTANT QUE LA
FONCTION OCCUPEE.

C:LA LEGISLATION NOUS L AVONS DIT, INTERDIT TOUTE DISCRIMINATION MAIS NOUS NE POUVONS, PAR NOTRE SIMPLE VOLONTE NIER L EXISTENCE DE CERTAINES DIFFICULTES MEME DANS LES FONCTIONS OU L ON SAIT QUE L ON TROUVE OU BIEN ADMET PLUS FACILEMENT QU AILLEURS DES HOMOSEKUELS(LES).

2. VOUS N AVEZ PAS ABORDE L ASPECT DES DIFFICULTES DES CIT COUPLES FINCIT HOMOSEKUELS(LES) CAR COMMENT SERAIT RESOLU LE PROBLEME ANNEXE DU OU DE LA PARTENAIRE. QUELLE QUALITE LUI SERAIT RECONNUE OU QUEL STATUT LUI SERAIT ACCORDE QUANT AU

...2

A0052516_1-001351

PAGE DEUX WIAP0697 C O N F I D E N T I E L
PASSEPORT, ALLOCATIONS, LOGEMENT OU ASSURANCES? APRES CONSUL-
TATION AVEC NOS COLLEGUES FRANCAIS: CEUX-CI N ACCORDERAIENT PAS
PLUS QU AUJOURD HUI, NI CARTE SPECIALE, CONSULAIRE OU DIPLOMA-
TIQUE A UNE PERSONNE MAJEURE DU MEME SEXE QUE LE (LA) FONCTION-
NAIRE ENVOYE(E) EN MISSION. DANS L EVENTUALITE D UNE RECONNAIS-
SANCE PLUS OU MOINS EXPLICITE PAR EXEMPT DES COUPLES, IL EST
EGALEMENT EVIDENT QUE NOUS NE POURRIONS NOUS PREVALOIR DE L
ACCORD BILATERAL SUR LE TRAVAIL EN FRANCE DES MEMBRES DE LA
FAMILLE DES FONCTIONNAIRES EN POSTE. TOUT AU PLUS, LES PERSONNES
CONCERNEES POURRAIENT ESSAYER D OBTENIR UN TITRE DE SEJOUR DE
CIT VISITEUR FINCIT DES AUTORITES POLICIERES LOCALES MAIS SANS
GARANTIE DE SUCCES NI INTERVENTION EN LEUR FAVEUR DU QUAI D
ORSAY. PAR CONSEQUENT CES PERSONNES SE RETROUVERAIENT DANS L
ILLEGALITE ET DEVRAIENT VIVRE ICI CLANDESTINEMENT.

CCC/230 141454Z WIAG0697

A0052516_2-001352